

"La santé publique mise au service du révisionnisme"

Par Alain Douiller

Vouloir le bien, certes... mais à quel prix ? Et qui doit définir ce « bien » ? Les professionnels de la santé publique –dont nous sommes- ? Les responsables politiques ? Chaque citoyen, éclairé de sa conscience, de son vécu et de sa respectable subjectivité ?

Prenons l'exemple du tabac. Son image sociale a mis des décennies pour passer de l'attractivité, de la séduction, à la répulsion absolue que l'on observe actuellement. Au regard des millions de morts que le tabac aura fait et qu'il continue de faire au travers le monde, nous ne pouvons que nous en réjouir. Mais prenons garde que ce bienfait sanitaire ne s'accompagne pas de chasses aux sorcières (aux fumeurs et aux fumeuses !), d'hystéries intellectuelles et ne renforcent pas les idéologies les plus répressives et les plus inquiétantes de notre société moderne.

De quoi parlons-nous ? Lucky Luke a été l'une des premières victimes, passée presque inaperçue : sa célèbre cigarette, au fil des ans et des albums s'est transformée en brin d'herbe. Bon... La Poste en 1996 a émis un timbre à la mémoire d'André Malraux, à partir d'un célèbre portrait de la photographe Gisèle Freund... oui mais sans sa non moins célèbre cigarette. En 2005 la Bibliothèque nationale de France publiait une affiche de Jean Paul Sartre en censurant sa cigarette originelle. Plus récemment, l'afficheur Métrobus (qui gère les espaces publicitaires de la Snf et de la Ratp) refusait l'affiche du film « Coco avant Chanel » pour les mêmes raisons, mais imposait aussi à la Cinémathèque de travestir la pipe de Jacques Tati en un ridicule petit moulin à vent !

Retranscrire des faits ou des images historiques en travestissant certains aspects sanitaires incorrects, n'est pas sans rappeler certains passages de l'ouvrage prophétique de George Orwell « 1984 », où l'histoire se récrivait continuellement pour se conformer à l'idéologie présente de Big Brother... Cette incapacité à résoudre le problème autrement que par l'interdit ou le mensonge montre tout à la fois la fragilité et la violence de notre société.

L'épidémie d'obésité menace de faire autant de dégâts sanitaires dans le monde que le tabac. Faudra-t-il alors imposer à Obélix de ne manger que des tranches de jambon de régime en lieu et place de ses célèbres sangliers ? Faudra-t-il pourchasser par la censure toutes images cinématographiques ou photographiques mettant trop ostensiblement en scène des mangeurs de chips, de sucreries ou de hamburgers ?

Et que dire de l'alcool, auteur lui aussi des ravages sanitaires que l'on connaît : les cow-boys seront-ils réduits à la limonade (Lucky Luke l'aura déjà anticipé...), les détectives au sodas light et les héros fragiles aux antidépresseurs génériques ?

Au nom de la santé et de la santé publique, les sociétés édictent des règles de comportements et de consommations : en matière de tabac, d'alcool, de nutrition, de sexualité... Cette caution sanitaire, au nom du bien et de la santé publics, ne doit pas occulter la dimension éminemment idéologique, ni les règles et les normes qu'elles sous-tendent. A ce jour peu de voix heureusement s'élèvent pour défendre encore le droit de fumer. Mais n'est-il pas encore d'actualité d'interroger le sens de cette consommation ? De nombreuses personnes dépendent encore de la nicotine, dans leur recherche de plaisir, de convivialité, de confort, de gestion du stress. Demandons-nous par exemple s'il est envisageable, d'un point de vue des personnes

comme de la paix sociale, de supprimer totalement la consommation de tabac dans les prisons ou les hôpitaux psychiatriques.

Quant elles ne s'attaquent qu'aux produits, aux consommations, aux symptômes, la santé publique et la société tout entière ne sont pas seulement aveugles, elles stigmatisent des fragilités, des vulnérabilités et des personnes. Et elles oublient que les causes de ces consommations « déviantes » (au regard des normes édictées) sont ailleurs et notamment dans les conditions de vie et de stress produites par cette même société.

Ce n'est que lorsque nous mettrons autant de zèle à lutter contre les conditions et les environnements de vie nuisibles à la santé, que contre les comportements individuels que la santé deviendra réellement publique.